

14 JUILLET EN FRANCE ET DANS LE VERCORS

Jean-William Dereymez

Cette date célèbre commémore en fait deux événements, la prise de la Bastille en 1789, et la Fête de la Fédération de 1790, moment de proclamation d'une unité de la nation, plus souhaitée que réelle. Elle devint fête nationale par la loi du 6 juillet 1880, lorsque le régime, après une période de domination par les « Ducs » (MacMahon, de Broglie), donc par les monarchistes arrivés au pouvoir grâce aux élections législatives du 8 février 1871, se transforma en « République aux républicains » après la démission de MacMahon et l'élection de Jules Grévy à la présidence. Dans les années qui suivirent, elle prit l'allure non seulement d'une fête officielle – « *14 juillet, la fête nationale annuelle de la République* », disaient les textes officiels –, mais aussi d'une fête populaire, célébrée dans la quasi-totalité des communes de France par des cérémonies, des bals, voire des feux d'artifice. « *Cette fête, écrivit Victor Hugo dans *Choses vues, 1880-1885, est une fête populaire/ Voyez la joie qui rayonne de tous les visages/ Écoutez la rumeur qui sort de toutes les bouches* ». Rares étaient les lieux, comme la ville du Creusot, où l'on ne célébra pas le 14 juillet avant 1900. La loi de novembre 1892 jumela la fête avec la fin de l'année scolaire et la distribution des prix. Après la Grande Guerre, elle passa également au statut de fête commémorative des « Morts pour la France », au même titre que le 11 novembre.*

L'arrivée du maréchal Pétain à la tête de l'État Français, le 10 juillet 1940, l'occupation d'une moitié nord et ouest du pays, marquèrent un changement aussi dans ce domaine. L'entourage du Maréchal, en partie composé de personnalités hostiles à la République, s'avéra défavorable à une telle fête, la commémoration du 11 novembre étant en revanche conservée, du moins dans la zone non occupée. Toujours « fête nationale » et toujours jour férié, le 14 juillet devint dans les textes officiels moment de « deuil et de recueillement » car « c'est vers les glorieux morts de la dernière campagne [1940], dignes par leur héroïsme [...] de leurs devanciers de la guerre 1914-1918, que doivent monter nos pensées ». Des cérémonies sans réjouissances se tinrent, par exemple en Isère le 14 juillet 1940, donnant lieu à des manifestations d'antiparlementarisme contre le sénateur radical Léon Perrier. À partir de 1941, Vichy célébra avec encore plus de discrétion le 14 juillet.

Les opposants au régime se saisirent de ces dates et parfois, avec moins de succès, du 20 septembre, anniversaire de la bataille de Valmy, pour célébrer d'une part le patriotisme, d'autre part le régime républicain. Peu de Français montraient beaucoup d'enthousiasme envers la III^e République, jugée par les uns responsable de la défaite, par les autres au moins

caduque par son instabilité ministérielle et son impuissance. Un tract de Combat, daté de février 1943 et distribué dans l'Isère, le soulignait clairement : « *À l'heure cruciale de son histoire, la Troisième République ne s'est pas défendue ; bien plus, elle s'est suicidée. Elle appartient au passé. Nous voulons que la Quatrième République soit vraiment celle de la Liberté, de l'Égalité et de la Fraternité* ». Le 14 juillet devint donc pour les résistants la célébration de la République, au sens large du terme.

Des manifestations, secrètes ou non, marquèrent cette date : dans le premier registre, il faut relever les fleurissements subreptices des monuments aux morts et, dans le second, des rassemblements en des lieux caractéristiques, soit monuments aux morts, soit - comme à Grenoble - le monument aux Trois-Ordres, à la gloire de la Révolution de 1789. Les 14 juillet 1942 et 1943, des manifestations patriotiques se déroulèrent à Grenoble et dans d'autres communes de l'Isère et de la Drôme. « *Quel est le Grenoblois, écrivit Aimé Pupin, qui ne se rappelle cette belle journée [du 14 juillet 1942] où tout Grenoble était dans la rue, soit à manifester, soit à encourager les manifestants ? Vous vous rappelez cette jeune fille inconnue, vêtue d'une robe à bandes tricolores, coiffée d'un bonnet phrygien, qui, place Victor-Hugo, s'empare d'un drapeau tricolore jailli d'on ne sait où, prenant la tête de la manifestation qui se rendait à la préfecture ?* »

Des changements se produisirent avec les manifestations du 11 novembre 1942 et surtout 1943, qui vit l'arrestation de six cents manifestants, dont quatre cents furent déportés. Comme l'écrivit Louis Nal, « *Les fêtes nationales des 14-Juillet et 11-Novembre donnèrent toujours lieu, après l'Armistice, à d'imposantes et émouvantes manifestations. Mais, jusqu'à l'occupation totale de la France en novembre 1942, ces fêtes s'étaient déroulées dans une atmosphère aussi calme que fervente avec le concours de la population quasi unanime et sous l'œil bienveillant de la police. À partir du 11 novembre 1942, il n'en fut plus de même. Les cortèges se firent moins nombreux et, par contraste, la volonté de certains Dauphinois de ne jamais accepter l'Ordre Nouveau n'en apparut que plus farouche* ». Les résistants juifs soulignèrent en 1944 dans un tract que « *le 14 juillet représente pour nous le jour symbolique où nos ancêtres ont gagné leurs droits de citoyens en prenant part à la lutte aux côtés du peuple français* ». Ils ajoutaient, pensant à la rafle du Vel'd'Hiv' : « *Le 16 juillet est pour nous un jour de tristesse et d'amertume. Il nous rappelle les milliers d'hommes, de femmes et d'enfants déportés de Paris et de toute la France dans les camps d'extermination nazis* ». Toutefois, dans la Drôme et l'Isère, les manifestations n'égalèrent pas celles du 11 novembre 1943 à Oyonnax, où se déroulèrent un défilé de maquisards et un dépôt de gerbe en plein jour.

En 1944, après le débarquement en Normandie et la mobilisation des résistants, l'impression d'impunité fut telle que les maquis, comme dans d'autres régions, fêtèrent le 14 juillet 1944 par des prises d'armes : ce fut le cas à Séchilienne, au monument aux morts de Bourg-d'Oisans, pavoisé de tricolore, ailleurs encore. Des banquets se déroulèrent même dans l'Oisans comme au Bourg ou à Vaujany. Dans le Vercors, des prises d'armes et des festivités suivirent la proclamation de la restauration de la république. Dans ses souvenirs, Paul Brisac montra l'atmosphère de ces journées dans le massif : « À l'occasion du 14 juillet, écrit-il, une distribution de bière et de cigarettes doit être faite à la troupe. Pour corser un peu le menu de ce jour-là, j'essaie de taper les hôtels et les commerçants de Villard-de-Lans. Ça rend pas mal, surtout comme vins et champagnes [...]. Le matin [du vendredi 14 juillet], cérémonie prévue à Autrans, très simple mais très réussie. Je dépose au pied du monument aux morts une gerbe tricolore préparée par une jeune fille d'Autrans, en présence de toute la population et de notre détachement qui manœuvre convenablement. [...] Après quoi, nous allons avec Barnier [le maire d'Autrans] nous incliner sur la tombe d'un jeune de chez Dufau, décédé quelques jours auparavant, puis Barnier nous reçoit chez lui et nous offre un Pernod... de derrière les fagots. C'est vraiment une impression heureuse que d'avoir pu organiser une cérémonie semblable à 30 kilomètres de Grenoble et des Allemands qui l'occupaient. » D'autres prises d'armes se déroulèrent dans différents lieux du Vercors ou sur ses abords immédiats, La Chapelle, Autrans, Saint-Martin, Die, etc. À Gaudissart, la Compagnie Fayard défila en présence de Jacques (Eugène Samuel).

Quant aux Alliés, ils participèrent à la commémoration en effectuant un parachutage massif de jour sur Vassieux par 72 forteresses volantes, utilisant des parachutes aux couleurs nationales françaises. Tout en fournissant armes, munitions et équipements aux maquisards, ces parachutages, suivis de mitraillages et de bombardements par la *Luftwaffe*, de même que les diverses cérémonies, attirèrent davantage l'attention des Allemands et renforcèrent leur détermination à en finir avec le maquis.

Les 14 juillet d'après la Libération donnèrent bien entendu l'occasion de commémorer les événements de l'été 1944. Dès 1945, François Huet participa à une cérémonie dans le Vercors, prélude à toutes les commémorations ultérieures.

Sources :

*ESCOLAN Patrice et RATEL Lucien, *Guide-Mémorial du Vercors résistant, Drôme-Isère 1940-1944*, collection « Documents », 75006, Paris éditeur : le cherche midi, 23, rue de Cherche-Midi, pages 258-274.

*VERGNON Gilles, *Le Vercors, Histoire et mémoire du maquis*, éditeur : les Éditions ouvrières, 12 avenue Sœur Rosalie, 75013 Paris ; pages 83 à 123.

*TANANT Pierre, *Vercors Haut-Lieu de France, Souvenir*, éditeur B. Arthaud, 23 Grand-Rue, 38000 Grenoble.